

Le capitalisme malade des inégalités

L'accroissement des écarts de revenus alimente la colère des classes moyennes dans les pays développés. Une question de plus en plus présente dans le débat politique et international.

- Alain Guillemoles, le 20/05/2019 à 09:39 Modifié le 20/05/2019 à 12:09

https://www.la-croix.com/Economie/Economie-et-entreprises/Le-capitalisme-malade-inegalites-2019-05-20-1201023101?utm_source=Newsletter&utm_medium=e-mail&utm_campaign=welcome_media&utm_content=2019-05-20

C'est un leitmotiv qui revient de plus en plus dans le discours des dirigeants de grandes institutions internationales : le système capitaliste est malade des inégalités croissantes. En décembre dernier, Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), pointait par exemple devant des membres du Congrès américain le risque de voir arriver un « *âge de la colère* ». Elle appelait à faire en sorte que « *les bienfaits de la mondialisation soient partagés par tous, et non seulement par quelques-uns* ».

À lire aussi [La justice sociale, une promesse à réinventer](#)

Le sujet était également au centre des débats au forum de Davos, en janvier 2019, alors qu'Oxfam alertait : selon l'ONG, les 26 personnes les plus riches de la planète disposent désormais d'autant d'argent que les 3,8 milliards d'habitants les plus pauvres. « *Les inégalités extrêmes sont hors de contrôle !* », lançait Winnie Byanyima, la directrice d'Oxfam.

Le tournant de 1980

Le calcul par lequel l'ONG arrive à ce chiffre fait débat parmi les économistes. Toutefois, le fait que les inégalités soient en augmentation depuis les années 1980 dans toutes les régions du monde n'est pas contesté.

À lire aussi « [Pour réduire les inégalités, il faut agir sur les dotations](#) »

La décennie 1980 correspond en effet au moment où la mondialisation s'est accélérée. C'est aussi le moment où les pays anglo-saxons ont pris un virage libéral,

sous l'impulsion de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, ce qui a profité au secteur financier.

Selon le *Rapport sur les inégalités mondiales* publié par l'École d'économie de Paris, la part du revenu national perçue par les 10 % les plus riches est passée en Europe de 32 % en 1980 à 37 % en 2016. Et pourtant l'Europe reste le continent le moins inégalitaire. Aux États-Unis, cette part est passée de 35 % en 1980 à 47 % en 2016. Et en Chine l'augmentation a été de 28 % à 41 % sur la même période. Loin toutefois de l'Inde et du Brésil où les 10 % les plus riches perçoivent aujourd'hui 55 % du revenu national...

1,5 milliard d'humains sont sortis de la pauvreté

Reste que dans le même temps les inégalités entre grandes régions du monde se sont fortement réduites. C'est une évolution très positive. En trente ans, 1,5 milliard d'humains sont sortis de la pauvreté. Mais dans les pays riches, surtout depuis la crise de 2008, la colère gronde au sein de la classe moyenne qui a le sentiment d'avoir pâti de la mondialisation, ses revenus ayant crû moins vite que celui des plus riches.

À lire aussi [En France, le sentiment d'injustice se renforce](#)

La solution est connue, elle passe par la redistribution organisée par l'État. Cependant, cela fonctionne de moins en moins bien car il devient difficile d'augmenter les impôts dans les pays développés. En effet, les plus riches ont appris à échapper à la fiscalité en jouant de la concurrence entre pays. Les augmentations d'impôts pèsent donc surtout sur... la classe moyenne, renforçant sa colère.

Le G7 de Biarritz

Les gouvernements sont mis au défi de trouver de nouvelles solutions. Ils doivent inventer un nouveau cadre de coopération. La question sera au centre du sommet des chefs d'État du G7, du 25 au 27 août, à Biarritz. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) travaille également à un accord sur de

nouvelles règles de taxation communes qui permettraient de combattre l'évasion fiscale.

Les discussions avancent à pas très lents, tandis que les opinions publiques s'impatientent. En attendant, elles ont la tentation de chercher des solutions du côté des partis populistes.